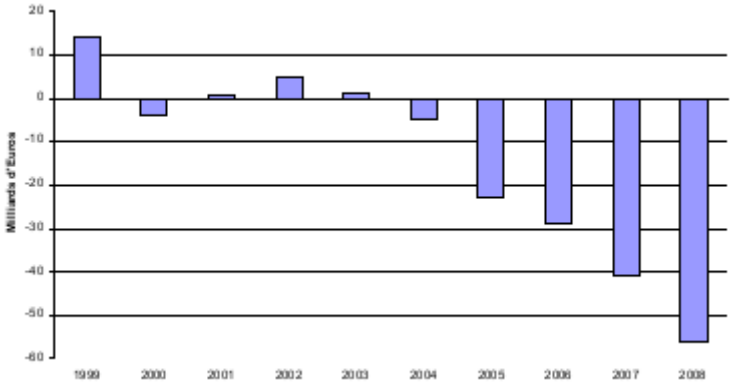
La France s’enfonce dans la crise

Le 19 décembre, l’INSEE prévoyait une diminution du PIB de 0,8% pour le 4e trimestre 2008, de 0,4% pour le 1er trimestre 2009 et une diminution de 0,1% pour le 2e trimestre 2009. Le 12 février, l’INSEE a annoncé une baisse du PIB d’1,2% pour le 4e trimestre 2008, la plus forte baisse depuis le 4e trimestre 1974. Les prévisions de décembre rendaient déjà impossibles et farfelues les prévisions de croissance du gouvernement pour 2009 (0,2 à 0,5% de croissance). Le 12 février, la ministre de l’économie Christine Lagarde a du reconnaître que la baisse minimale du PIB en 2009 serait d’1%. En fait, la Commission européenne prévoyait en janvier une baisse du PIB d’1,8% en 2009 et le FMI une baisse d’1,9%… en attendant la prochaine révision à la baisse ?

Aujourd’hui, le doute n’est plus permis : la France est enfoncée dans une récession profonde pour la première fois depuis 1992-1993 (le PIB avait alors reculé de 0,5% au 4e trimestre 1992 et de 0,7% au 1er trimestre 1993). La baisse accentuée du PIB au 4e trimestre 2008 s’explique principalement par un fort mouvement de déstockage (notamment dans l’automobile), par une forte baisse des exportations (– 3,7%) et par une forte baisse de l’investissement (– 1,6%), qui devrait se prolonger au 1er semestre 2009. L’augmentation du taux d’investissement (investissement en pourcentage de la valeur ajoutée) depuis 2003 joue négativement sur le taux de profit et aiguise la suraccumulation structurelle de capital, d’où le repli prononcé de l’investissement. En revanche, la consommation des ménages résiste bien (+ 0,5%), en tout cas bien mieux que l’investissement — et cette tendance devrait se prolonger au 1er trimestre 2009.

Proche de 40 milliards d’euros en 2007, le déficit commercial a atteint 55,7 milliards en 2008 (malgré la baisse du prix du pétrole depuis quelques mois). Entre la fin 2008 et la mi-2009, les exportations devraient davantage reculer que les importations, accentuant le déficit commercial, malgré la récente dépréciation de l’euro.



Solde du commerce extérieur français

Les destructions nettes d’emplois salariés marchands non agricoles sont estimées (par l’INSEE en décembre) à 147 000 pour le 2e semestre 2008 et à 214 000 pour le 1er

trimestre 2009. La hausse du chômage (qui touche particulièrement les hommes, car ils sont plus nombreux dans l'industrie, première touchée, et les jeunes) serait limitée par le facteur démographique ; mais le taux de chômage officiel devrait tout de même grimper à au moins 8% mi-2009 (contre 7,3% au 3e trimestre 2008). Ces prévisions apparaissent aujourd'hui comme trop optimistes : la Commission européenne prévoit désormais un taux de chômage de 9,8% fin 2009 et de 10,6% fin 2010. En novembre, l'ANPE enregistrait 64 000 demandeurs d'emplois de plus, record qui fut à nouveau battu en janvier 2009 avec 90 000 demandeurs d'emplois supplémentaires. Les annonces de plans sociaux se succèdent depuis septembre 2008 : 4 000 chez Renault, 3 500 chez PSA, 1 400 chez Arcelor Mittal, 1 215 chez Faurecia, 946 à la Camif, 927 chez Sanofi Aventis, 800 chez Conforama, 740 chez MBO, 700 chez Pfizer, 672 à la Redoute, 600 chez Adecco, 580 chez Hewlett-Packard, 400 aux Trois Suisses, etc. En outre, l'annualisation introduite par les lois PS-PCF dites « lois Aubry » permet une gestion « flexible » du temps de travail, ce qui limite pour le moment les licenciements.

L'État au secours des capitalistes : des cadeaux pour les patrons (payés par les travailleurs) mais aucune solution en vue pour sortir du marasme économique

La réalité du plan de « relance » de « 26 milliards »

Le plan français est un sous-ensemble d'un plan « européen » de 200 milliards qui fait appel pour 170 milliards aux budget nationaux et pour 30 milliards aux budgets de l'UE (fonds social européen, fonds de cohésion, fonds d'ajustement à la mondialisation) et de la Banque européenne d'investissement. Voici les différentes mesures prévues par le plan français de relance de l'économie réelle :

- Remboursement de l'État par anticipation de 11,5 milliards de dettes (crédit impôt recherche, TVA, impôt sur les sociétés) : cela ne constitue pas des versements supplémentaires, mais permet aux entreprises de faire une économie sur leurs frais de trésorerie (d'environ 500 millions seulement : 11 milliards multipliés par taux d'intérêt de 5%).
- « Investissements publics » (lignes TGV, Plan Campus, défense, etc.) : 10,5 milliards (4 milliards pour l'État, 4 milliards pour les entreprises publiques, 2,5 milliards pour les collectives locales) ; l'État postule donc pour les autres et il est peu probable qu'on atteigne ce chiffre. Sur les 8 milliards pour l'État et les entreprises publiques, l'OFCE estime que 5 milliards seulement seraient dépensés en 2009.
- Prime à la casse de 1000 euros : 220 millions.
- Fonds de relance de la filière automobile : 300 millions (notamment triplement du crédit impôt recherche).
- Prime de 200 euros pour les 3,8 millions de ménages bénéficiaires potentiels du RSA (prime de solidarité active versée en avril 2009) : 760 millions.

- Accompagnement à la recherche d'emploi (actions de formation, contrats de professionnalisation, contrats de transition professionnelle, etc.) : 500 millions.
- Exonération de cotisations sociales (à hauteur de l'intégralité des cotisations applicables au SMIC) pour les embauches dans les TPE en 2009 (moins de 10 salariés) : 700 millions.
- Doublement du prêt à taux zéro (pour achat d'un logement neuf en 2009) : 600 millions.
- Plan de 100 000 logements supplémentaires en deux ans : 600 millions.

Ainsi, le plan de relance français est-il plutôt de l'ordre 10 milliards de dépenses supplémentaires et non de 26 milliards comme le gouvernement l'annonce. L'essentiel du plan consiste en cadeaux au patronat pour l'inciter à investir et à limiter les suppressions d'emplois, et en achats par l'État de marchandises aux capitalistes à des prix suffisamment hauts pour garantir leurs profits (notamment du matériel militaire). Les aides aux ménages sont marginales (prime à la casse, prime aux ménages modestes, prêts à taux zéro — 1,5 milliard en tout), et obéissent à une logique communicationnelle : donner le sentiment que le gouvernement pense au petit peuple et ne fait pas des cadeaux aux seuls capitalistes.

Le 18 février, à l'occasion des « concertations » avec les directions syndicales, Sarkozy a annoncé quelques miettes pour les « consommateurs » en guise de réponse à la mobilisation du 29 janvier : 2,5 milliards sous forme de baisse d'impôts sur le revenu, de primes pour les foyers modestes, d'une meilleure prise en charge du chômage partiel par l'État et de fonds supplémentaires pour la formation. Avec en outre des mesures pour associer encore plus étroitement les directions syndicales (invitées à siéger dans des organismes divers) à la gestion de la crise. Sarkozy ne se cache d'ailleurs pas de vouloir associer les bureaucrates syndicaux à sa politique de soutien au patronat : « *Les syndicalistes ne sont pas là simplement pour défendre des acquis sociaux. Je souhaite les responsabiliser. Ils ont parfaitement le droit et la compétence pour donner leur avis sur des principes d'investissement* » (*Les Échos,* 21-22 novembre 2008).

Les autres dispositifs de Sarkozy pour aider le patronat

Comme tous les gouvernements impérialistes, Sarkozy n'a pas lésiné sur les moyens pour venir au secours du secteur bancaire : mise en place d'une Société de prise de participation de l'État (pouvant injecter jusqu'à 40 milliards pour augmenter les fonds propres des banques) et d'une société de financement de l'économie française (garantissant pour un montant de 320 milliards les crédits des banques, au cas où les banques emprunteuses feraient défaut).

En outre, Sarkozy a créé un fonds stratégique d'investissement (doté de 20 milliards) pour aider les entreprises industrielles (automobiles, aéronautique, etc.) et a mis sur pied un plan PME (22 milliards). L'ensemble des confédérations syndicales ont accepté la proposition de Sarkozy de siéger au comité d'orientation de ce fonds.

De plus, il a annoncé jeudi 5 février 2009 un nouveau cadeau pour les patrons : la suppression de la taxe professionnelle à partir de 2010, soit un cadeau d'environ 8 milliards d'euros (qui sera sans doute compensé par une hausse des impôts payés par les travailleurs) pour les patrons. (Sarkozy avait déjà annoncé la suppression de la taxe professionnelle pour les nouveaux investissements de 2009. Ici, il étend la suppression à l'ensemble des investissements — non encore complètement amortis.)

Enfin, Sarkozy a annoncé le 9 février un nouveau plan de soutien à l'automobile : 6,5 milliards d'euros de prêts bonifiés (prêts à taux réduits : c'est l'État qui paie la différence...) à Renault et PSA, en contrepartie du maintien des sites des constructeurs automobiles en France. (Les constructeurs automobiles avaient déjà reçu 1 milliard d'aides au travers de leurs filiales bancaires ; en outre, cette industrie bénéficie de la prime à la casse, dont le coût est estimé à 200 millions d'euros.)

Même si les discours officiels s'efforcent de masquer la réalité, toutes ces mesures de « sauvetage » ou de « relance » visent à augmenter le taux d'exploitation des travailleurs : il s'agit de les racketter toujours plus pour limiter la baisse des profits, qui sont le moteur de l'économie capitaliste. D'ailleurs, les profits des entreprises du CAC 40 en 2008 (65 milliards) sont en nette baisse par rapport à 2007 (100 milliards, record absolu), mais ils ne sont pas catastrophiques non plus puisqu'ils sont par exemple supérieurs à ceux de 2003. Sur les 40 sociétés du CAC 40, seules 3 font des pertes et 16 ont même amélioré leurs résultats par rapport à 2007.

En pressurant toujours plus les travailleurs, en accroissant l'endettement public et en mettant en place les conditions pour la naissance d'une nouvelle bulle financière (taux d'intérêt zéro), les plans gouvernementaux ne permettront pas une sortie durable du marasme économique. Au mieux, ils permettront une reprise artificielle des taux de profit… en préparant les conditions d'une crise encore plus grave.

Quand l'ensemble de la « gauche » fait croire qu'il suffit de donner du pouvoir d'achat aux salariés pour résoudre la crise !

Les causes de la crise ne résident pas dans la « sous-consommation » des salariés dont les salaires trop bas ne permettraient pas l'écoulement de la production (1). Le problème des capitalistes est un problème de rentabilité : ils ne produisent pas assez de plus-value par rapport à la masse de capital qu'ils doivent avancer. En augmentant les salaires, on ne fait qu'aggraver la crise puisque cela entraîne une baisse de la plus-value ! Car le moteur du système capitaliste n'est pas la satisfaction des besoins des masses, mais la vigueur du taux de profit.

Le plan de relance du PS = le Plan Sarkozy + le soutien à la

consommation = n'importe quoi !

Le parti socialiste ne remet pas en cause le Plan Sarkozy de « relance ». Il propose juste de le compléter par des mesures visant à accroître la consommation des salariés : chèque de 500 euros aux plus pauvres (bénéficiaires des minima sociaux ou de la prime pour l'emploi), baisse d'1 point de la TVA ou encore revalorisation de 3% du SMIC (30 euros en plus…).

Les mesures de relance de la consommation ont pourtant prouvé leur inefficacité : les chèques envoyés par Bush début 2008 aux ménages états-uniens ont provoqué un pic de croissance à court terme qui s'est immédiatement dissipé ; la baisse de la TVA décidée par Brown au Royaume-Uni est un échec total. Bien avant, la relance Chirac de 1976 ou Mitterrand de 1981 ont été des échecs complets.

Les bureaucrates syndicaux demandent des augmentations de salaires… non pour satisfaire les besoins des travailleurs, mais pour mieux faire repartir l'économie capitaliste

La position des dirigeants syndicaux est claire : comme le PS, ils sont pour les mesures de sauvetage des banques et des entreprises. Ils demandent simplement qu'on stimule la consommation, *via* des augmentations de salaires (« raisonnables », puisqu'il faut qu'elles ne mettent pas les entreprises en difficulté), en expliquant que la consommation est le premier moteur de l'économie. S'il faut exiger des hausses de salaires, ce n'est pas selon eux parce que cela correspond aux besoins des travailleurs, mais parce que cela est bon pour l'économie, c'est-à-dire en fait pour les profits ! Comme il est hors de question pour eux de remettre en cause le capitalisme, ils nous font croire que les intérêts des travailleurs coïncident avec les intérêts du système capitaliste ! Pure foutaise bien entendu, et les patrons ont bien compris que leurs intérêts étaient contradictoires avec ceux des salariés : s'ils baissent les salaires des travailleurs, ce n'est pas parce qu'ils sont « méchants », mais parce que cela augmente leurs profits.

Diaporama sur la crise du NPA : les vieilles recettes keynésiennes remises au goût du jour

Quant au NPA, son diaporama (cf. http://www.npa2009.org/sites/default/files/NPA%20diaporama%20crise.ppt) sur la crise présente de façon pédagogique les mécanismes de la crise financière, mais il ne permet pas de comprendre son origine réelle. Le diaporama prête le flanc aux théories erronées et populistes de la sous-consommation, ce qui était déjà malheureusement le cas dans les *Principes fondateurs* adoptés par le congrès et surtout dans la *Résolution sur la situation politique et sociale.*

Sur la diapositive 45, *« À problèmes globaux, solutions globales »,* il est proposé de

« brider et subordonner la finance » (par la « régulation », la « détritisation », etc.) et de *« restaurer la demande et protéger l'emploi ».* On nous dit que « l'Europe » (c'est--dire l'Union européenne ?) serait un *« premier pas et périmètre d'action pertinent ».* Il faudrait faire en sorte que les *« salariés, les consommateurs, les usagers aient un droit de regard et de contrôle reconnu »…*

Même si l'on nous dit qu'il faut « en finir avec le système capitaliste », la perspective politique concrète avancée est donc en fait une réforme (illusoire) du capitalisme, mixant politiques keynésiennes de relance de la demande et contrôle des salariés, dans le cadre des institutions nationales et européennes existantes. On ne met pas en avant la perspective du gouvernement des travailleurs, seul capable d'exproprier les capitalistes et de transformer les rapports de production et de distribution.

Si le NPA parle certes de socialisme, de pouvoir des travailleurs, d'en finir avec la propriété capitaliste dans ses *Principes fondateurs*, nous ne pouvons que constater que ce n'est pas ce qui est mis en avant. À l'opposé d'une démarche transitoire qui relierait la satisfaction des besoins des travailleurs avec la nécessité du gouvernement des travailleurs, le NPA juxtapose un programme minimum keynésien concret pour le court terme et un programme maximum socialiste abstrait pour le long terme.

L'exigence d'une analyse marxiste de l'économie capitaliste est liée au combat révolutionnaire : il y a un rapport étroit (quoique non automatique) entre l'analyse théorique et les prises de position politiques. En partageant avec les réformistes la même analyse erronée des causes de la crise en terme de « sous-consommation » ou de « faiblesse de la demande », la direction du NPA tend à s'adapter à l'idéologie des bureaucraties syndicales et des partis de la gauche institutionnelle, ce qui contribue à expliquer son refus de les combattre politiquement de façon frontale et systématique.

Pour préparer et faire la révolution, les travailleurs ont besoin de la théorie et des concepts marxistes qui leur permettront de comprendre le monde dans lequel ils vivent. Au sein du mouvement ouvrier, le réformisme s'est toujours appuyé sur une entreprise de révision du marxisme, sous la pression de la bourgeoisie. Une tâche cruciale des marxistes révolutionnaires est de répondre sur le plan théorique aux révisionnistes en même temps qu'ils combattent politiquement le réformisme.

---

1) Cf. nos articles dans *Le CRI des travailleurs,* sur http://groupecri.free.fr, « Éléments pour comprendre les causes, les mécanismes et les conséquences de la crise économique mondiale » (n° 34, nov.-déc. 2008) et « Ampleur, causes et conséquences du ralentissement économique dans les pays impérialistes » (n° 32, printemps 2008).

Gaston Lefranc, le 18 mars 2009